



## CTL du 22/09/2015 Déclaration liminaire

En ce doux mois de septembre, au retour de vacances plus ou moins longues (pour ceux ayant eu la chance de partir), on aurait pu attendre des bonnes nouvelles. Les espoirs des agents sont cependant comme le temps : refroidis brusquement.

On nous annonce de nouvelles mesures de simplifications laissant la porte grande ouverte à la fraude dans différents services. C'est le cas, par exemple, des remboursements de crédit de TVA automatisés, sans la moindre intervention d'un agent pour vérifier si la déclaration ou l'entreprise est "à risque". Non, il s'agira de donner de l'argent aux entreprises sans contrôle, dans le secteur le plus propice à la fraude fiscale, et cela semble parfaitement naturel à notre direction. Après tout, on pourrait estimer que la fraude à la TVA ne représente pas grand-chose dans le budget de l'État.

Ne nous leurrions pas, ce n'est qu'une mesure de plus pour dissimuler les charges de travail et les manques d'effectifs. Les agents "n'ont plus le temps", c'est vrai. Mais la faute à qui ? Convient-il de rappeler combien de postes ont été supprimés dans les dernières années ? Combien de restructurations ont été faites en "oubliant" des postes au passage, combien de transferts d'emplois ont été faits en sachant pertinemment que l'agent concerné n'accepterait pas la mobilité forcée, et ont été transformés de fait en suppressions de poste à venir ?

Ah, mais le département n'est pas attractif, d'où les vacances d'emplois. Il est vrai, la CGT en est certaine, que les agents affectés d'office dans la Seine-Saint-Denis ou le Val de Marne devaient trouver ces départements spécialement attractifs. D'ailleurs, ils sont tellement attractifs que les agents restent rarement plus de deux ans en poste là-bas.

Mais du coup, comme on ne recrute pas assez au niveau national, forcément, il n'y a plus personne pour le Bas-Rhin. Alors on dissimule les chiffres, tant bien que mal. On restructure en laissant des emplois vacants, on ferme des postes, on transfère des charges de travail sans transférer d'emplois. On gère la pénurie, quoi. Et quand cela ne suffit plus, on écrit une note pour détruire un peu plus notre mission de service public : temps d'ouverture au public réduit, destruction du réseau de proximité, abandon des missions dévolues à la DGFIP...

La CGT67 tient à vous faire savoir que, selon elle, si les directions locales ne peuvent être tenues responsables de la situation insoutenable imposée aux agents par les choix des gouvernements successifs depuis trente ans, elles restent coupables de n'avoir jamais émis la moindre réserve quant aux déstructurations qu'on leur demande d'accomplir. La CGT condamne encore la direction locale pour son discours apaisant en contradiction totale avec ses actes.